

## Conseil municipal du jeudi 23 avril 2026

### Intervention préalable des Groupes de la majorité

Communiste, républicain et citoyen | Gauche unitaire | Lyon humaniste, sociale et écologique | Les Socialistes | Les Écologistes

Par Gautier Chapuis, co-président du groupe Les Écologistes

M. le Maire, mes chers collègues,

Cette semaine dans l'actualité, plusieurs signaux qui disent la même chose : les droits sociaux, la défense de la santé et de l'environnement, ainsi que la démocratie et les libertés — rien n'est acquis.

#### Commençons par le 1er mai avec des acquis sociaux toujours menacés

Derrière le prétexte des boulangers, c'est toute une philosophie du droit social qui est attaquée. Le 1er mai n'est pas un jour férié comme les autres : c'est le **seul** jour obligatoirement chômé et payé. Fruit de plus d'un siècle de luttes ouvrières. On assiste là à un acharnement macroniste contre les salariés. Le 10 avril dernier, à l'Assemblée nationale, le camp présidentiel a lui-même déposé une motion de rejet préalable pour court-circuiter le débat et envoyer le texte directement en Commission Mixte Paritaire. Preuve de son incapacité à convaincre démocratiquement. **Une clé de bras institutionnelle**. Grâce à la mobilisation politique et syndicale, le gouvernement a finalement reculé, un recul qui dit l'état de fragilité du pouvoir, mais aussi la force de celles et ceux qui résistent, et l'importance des corps intermédiaires qui doivent être réhabilités. Le gouvernement, lui, ne cesse de revenir à la charge. Et c'est hélas typique de la macronie : attaquer les droits sociaux sous couvert de "*modernisation*" ou de "*simplification*".

Et rappelons que le 1er mai, la vente du muguet est historiquement une initiative des classes populaires. C'est cette auto-organisation des travailleurs et des travailleuses qui est mise à mal.

#### Parlons ensuite de la loi de "simplification de la vie économique" : un recul écologique, pour l'environnement mais aussi pour la démocratie.

Le 14 avril 2026 : l'Assemblée Nationale a adopté la loi dite de "simplification de la vie économique". Le gouvernement est resté **sourd et aveugle** à l'avenir des Françaises et Français, cédant à la facilité qui consiste à opposer systématiquement économie et écologie, à n'être que dans la réaction à l'urgence au lieu d'être dans l'**anticipation** et dans la **stratégie**.

À utiliser de beaux mots : souveraineté, réindustrialisation, ... Sans avoir le courage même de leur donner corps. À satisfaire les intérêts privés plutôt que l'intérêt général.

Cette loi est d'abord et avant tout un recul écologique majeur. Elle s'inscrit dans la continuité de l'ensemble des reculs du gouvernement sur la protection de l'environnement et de la santé des Françaises et des Français !

Mes chers collègues, faire de la politique c'est **anticiper**, ce n'est pas gérer une collectivité, ou l'État le cas échéant, à la petite semaine, en fonction de la force du vent ou de l'urgence du moment.

Bien sûr qu'une stratégie industrielle et économique doit être mise en place, mais celle-ci doit **résolument** être tournée vers une plus grande souveraineté, une plus grande **prospérité** de nos territoires.

D'ailleurs les études le prouvent, les politiques de transitions justes sont créatrices d'emplois, de valeur et sont bonnes pour la santé et l'environnement.

Opposer économie et écologie, ça n'a pas de sens et c'est faux.

**Et puis il y a la fin des ZFE, Zone à faible émission.** Pourtant, la qualité de l'air s'était améliorée sensiblement dans les Métropoles qui avaient mis en place cet outil, et notamment à Lyon. Pour rappel, les émissions de dioxyde d'azote ont baissé de 34%, et celles des particules fines de 11% sur notre territoire.

Et c'est bien les collectivités qui portaient à bout de bras les initiatives politiques d'accompagnement social **indispensable** et le développement des infrastructures **nécessaires** à ce changement de pratiques.

Vous célébrez "une immense victoire contre l'écologie punitive". Un propos évidemment purement démagogique.

Alors que ce qui est punitif, c'est l'inaction. Ne rien faire, ne pas mettre en place de politiques qui luttent contre la pollution, voilà ce qui est punitif, voilà ce qui impacte la vie de milliers de personnes.

Ne pas lutter contre la pollution, c'est oublier que 40 000 morts par an en France sont attribuables à l'exposition aux particules fines, selon Santé publique France. L'équivalent de 8 mois d'espérance de vie perdus en moyenne.

Les ZFE nécessitaient des **aménagement sociaux c'est certain**. C'est ce qui d'ailleurs a été porté au précédent mandat, mais la réponse ne peut pas être la "*simple*" abrogation.

Et rappelons que la mise en place des ZFE faisait partie des mesures contenues dans la loi Climat et résilience de 2021, issue de la Convention citoyenne pour le climat ! Sans parler du retour de la loi Duplomb "*par la fenêtre*" dans la loi d'urgence agricole. Quand bien même plus de 2 millions de personnes s'y sont **opposées** via une pétition l'année dernière !

Et mes chers collègues, c'est la même chose quand il fait 43 degrés à Lyon, tout le monde est puni. Et plus particulièrement les plus précaires.

Sur le choix des mots toujours, il a pu être dit de notre majorité qu'elle était pour la décroissance. Alors oui, nous sommes pour la décroissance de la pollution ! Par contre, vous nous trouverez toujours du côté de la croissance du bien-être de toutes les Lyonnaises et de tous les Lyonnais.

Ce sont nos **conditions de vie qui sont bouleversées** par ces non-décisions, notre santé, l'avenir des écosystèmes, l'avenir de notre société, ... la liste est longue !

Alors oui, il nous faut **agir** contre les pollutions et le dérèglement climatique et en particulier en accompagnant le changement et en aidant celles et ceux qui sont les plus vulnérables ou qui n'en n'ont pas les moyens.

C'est pour ça que nous proposons des aides à l'**adaptation** des logements qui surchauffent, que nous souhaitons continuer à végétaliser les rues, les places, à développer massivement les transports en commun ou encore que nous souhaitons continuer à accompagner celles et ceux qui rénovent leur logement.

Pour tout cela, la Métropole sera-t-elle au rendez-vous ? Sera-t-elle du côté de l'intérêt général des habitants et habitantes de son territoire ?

**Le pluralisme en danger c'est la démocratie attaquée.**

Une partie du patronat et des élites semblent se préparer, voire favoriser la bascule annoncée de la France à l'extrême droite l'année prochaine.

Pourtant, **la résistance démocratique c'est encore en Europe qu'elle peut et doit se faire, et plusieurs actualités nous donnent de l'espoir :**

Dimanche 12 avril, les Hongrois et les Hongroises ont fait le choix de ne pas reconduire le régime autoritaire de Viktor Orban.

**En Espagne**, le gouvernement de Pedro Sánchez vient de lancer un grand plan de régularisation des sans-papiers, **tout simplement** en cohérence avec les besoins économiques du pays et le respect des droits humains.

**En France**, malheureusement, l'actualité nous montre un vent contraire au niveau national, j'ai pu citer quelques exemples : 1er mai, loi Duplomb, ZFE mais j'aurais aussi pu parler de la dangereuse concentration des médias, les attaques sur l'audiovisuel public ou encore de zéro artificialisation nette.

Malheureusement, ses vents contraires soufflent aussi localement.

C'est le cas à la Région où le **"Conseiller spécial" Laurent Wauquiez** utilise régulièrement l'argent public comme arme de représailles politiques. Un exemple parmi tant d'autres : vouloir supprimer les subventions destinées à Lyon 2, au nom d'une **"dérive islamo gauchiste"**. Une annonce faite sur le plateau de CNews, en pleine campagne pour la présidence du parti LR. Une mise en scène **idéologique et démagogue**. Pour laquelle la Cour Régionale des Comptes ne s'est pas laissé tromper, car ce mois-ci cette dernière a ainsi tranché : la dépense est **obligatoire**. La Région est donc sommée de payer près de 10 millions d'euros de subvention.

La méthode Wauquiez, c'est la punition politique par le portefeuille. Brandir des épouvantails sans définition comme **"islamo-gauchisme"**, **"wokisme"** n'a aucun sens à part celui d'éviter concrètement de lutter contre la discrimination et la reconnaissance de la diversité et des minorités.

**Enfin, nous tenions à revenir, au nom de l'ensemble des groupes de la majorité, sur vos propos lors du 1er Conseil municipal fin mars, Monsieur Aulas** : la démocratie ne se met pas **"sous tutelle"**, comme vous l'avez exposé dans votre intervention. Une formule qui trahit une conception autoritaire de la politique. La démocratie, c'est le respect du suffrage. Grégory Doucet a été élu maire par 46 voix au Conseil municipal. C'est la loi de la République. La constitution interdit la tutelle d'une collectivité sur une autre. Ce n'est donc absolument pas une mise sous tutelle, mais une situation institutionnelle nouvelle, pour laquelle il faudra inventer de nouvelles coopérations au service de l'intérêt général et de nos territoires.

Hélas, Monsieur Aulas, vous trahissez dès votre première intervention votre vision parfaitement dépassée.

Vous êtes arrivé dans cet hémicycle avec la certitude d'en devenir le patron, mais les urnes en ont décidé autrement.

Cette acrimonie dont vous avez fait preuve, en dit en réalité bien plus sur vous, que sur notre majorité.

**En conclusion**, contre des mesures **"en réaction"**, qui sont passistes, déjà inadaptées et inutilement coûteuses pour les finances de nos collectivités, nous ne faisons et ne ferons pas **que** résister. Nous construisons et construirons l'avenir ensemble en préservant nos services publics de la petite enfance, de l'éducation, de la sécurité et du logement. Préserver des acquis essentiels en matière de santé, de bien-être urbain en montrant que gouverner selon des critères de bien commun est possible, mais surtout **souhaitable**. Que la transition écologique n'est pas un luxe mais une nécessité, que les services publics locaux sont un rempart concret et **indispensable** contre les inégalités.

Au nom de l'ensemble des groupes de la majorité, je vous remercie.